



Monsieur Stéphane Séjourné
Ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères
37 Quai d'Orsay
75007 Paris

Paris, le 16 février 2024

Objet : Démolitions en cours à Silwan, Jérusalem-Est

Monsieur le Ministre,

En tant que collectivités territoriales françaises, réunies au sein du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine et du programme Jer'Est, nous tenons à exprimer notre profonde préoccupation face aux récentes démolitions dans le quartier de Silwan à Jérusalem Est.

Depuis 2005, les habitants du quartier Silwan- le plus densément peuplé de Jérusalem-Est, avec plus de 65 000 résidents - font face à des menaces constantes et des pressions violentes pour leur faire accepter le plan d'aménagement d'un jardin biblique sur plus de 70% des terrains du quartier. Le 14 février dernier, les autorités israéliennes ont mis leurs menaces à exécution en détruisant la maison de Fakhri Abu Diab, l'un des principaux leaders communautaires, qui lutte contre l'expulsion des habitants de Silwan.

C'est au cœur de ce quartier que se trouve le centre social et culturel Al Bustan, avec lequel nous coopérons, dans le cadre du programme Jer'Est, soutenu par votre ministère. Accueillant plus de 4 000 habitants, femmes, jeunes et enfants pour diverses activités dont le soutien psychologique, ce centre est menacé de destruction. Or, face à l'asphyxie et l'oppression de plus en plus fortes des autorités israéliennes sur les habitants du quartier, les actions du centre sont aujourd'hui plus que jamais indispensables.

La destruction illégale du 14 février dernier n'est pas la première puisque depuis octobre 2023, quatre ordres de démolition ont été exécutés, laissant ainsi une centaine de Palestiniens sans toit. Elle ouvre la porte au processus de démolition de 150 maisons et à l'expulsion de plus de 1550 personnes démontrant la volonté des autorités israéliennes de chasser les Palestiniens de leurs terres et propriétés à Jérusalem-Est, en complète violation du droit international. Causant un préjudice inacceptable pour les familles qui perdent leur foyer, leur sécurité et leur stabilité, ces démolitions exacerbent encore les tensions dans un contexte sécuritaire et humanitaire particulièrement dramatique à Gaza et en Cisjordanie.

Nos collectivités, engagées dans des relations de coopération décentralisée avec Jérusalem-Est depuis plusieurs années, **assistent impuissantes** à ces violations répétées du droit international et des droits humains fondamentaux. **Face à ces exactions, nous appelons à une réaction immédiate de la diplomatie française pour les condamner fermement et amener les**

autorités israéliennes à mettre immédiatement fin à ces démolitions et à prendre des mesures concrètes pour prévenir de telles violations à l'avenir.

De plus, nous demandons à l'Etat français de veiller à réaffirmer le respect du droit international et les résolutions des Nations Unies votées en faveur du peuple palestinien.

Il nous semble que compte-tenu du contexte, une intervention de votre part est nécessaire. C'est pour cette raison que nous vous sollicitons afin de nous accorder une audience.

Nous restons vigilants face à l'évolution de la situation à Silwan et réaffirmons notre engagement pour la paix, le respect du droit international et des droits humains.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre haute considération.

Fanny SALLE, présidente du RCDP, conseillère départementale de la Loire-Atlantique

Patrice LECLERC, vice-président du RCDP, maire de Gennevilliers

Fabienne DELETANG, vice-présidente du RCDP, conseillère municipale ville de Rezé

Jacques PICARD, trésorier du RCDP, conseiller municipal délégué Corbeil-Essonnes

Michel MENARD, président du conseil départemental de Loire-Atlantique

Stéphane TROUSSEL, président du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis

Gilles POUX, maire de La Courneuve

Bernard BAUDE, maire de Méricourt

Raphaël ADAM, maire de Nanterre

Céline LANOISELEE, adjointe au maire de Gennevilliers

Philippe BOUYSSOU, maire d'Ivry-sur-Seine

Pierre GARZON, maire de Villejuif

Bruno PIRIOU, maire de Corbeil-Essonnes

Marie-Hélène AMIABLE, maire de Bagneux

Patrice BESSAC, maire de Montreuil

Gilles LEPROUST, maire de Allonnes

Anne VIGNOT, maire de Besançon

Agnès BOURGEGEIS, maire de Rezé

Bruno TRONI, maire de Billy-Montigny

Jean-Philippe GAUTRAIS, maire de Fontenay-sous-Bois